

# Les métiers du lien et du soin : quel investissement nécessaire ?

Webinaire CGT 3 février 2022

*FX Devetter (Université de Lille, Clersé)*

*Julie Valentin (Université Paris 1, CES)*

# 1. De quels emplois parlons nous ?

	Effectifs	% femmes	Salaire mensuel moyen	% du niveau de diplôme pondéré	% de salarié.e.s déclarant ne pas pouvoir « tenir » (Moyenne salarié : 36%)*
Aide à domicile	554 975	94	890	55%	42
Assistant·e maternel·le	425 790	97	1 221	72%	33
Éducateur·trice de jeunes enfants	19 874	96	1 432	69%	62
Agents de service des étab. primaires	171 466	98	1 255	77%	40
Infirmier·e	414 991	86	1 972	83%	58
ASH	322 500	77	1 304	82%	40
Éducateur·trice spécialisé·e et métiers connexes.	208 537	69	1 724	82%	52
Assistant·e des services sociaux et métiers connexes	132 098	80	2 071	92%	60
Professeur·e des écoles	343 513	84	2 091	81%	50
Sage-femme	28 155	98	2 282	97%	57
Auxiliaire de puériculture	108 685	99	1 550	89%	57
Aide-soignant·e	459 485	88	1 558	92%	51

## 2. Quels coûts pour revaloriser ces métiers ?

Les métiers du lien et du soin subissent une « pénalité » salariale conséquente : de l'ordre de 10% à 35% selon les professions

L'objectif de supprimer cet écart implique des coûts de l'ordre de 30 milliards d'euros (1,2 % du PIB), pour les effectifs actuellement concernés, soit environ 25% de rémunérations en plus.

Ce coût repose essentiellement sur des dépenses publiques (environ 85%) mais doit être mis en comparaison avec d'autres dépenses actuelles...

En milliards d'€	Augmentation de 10% du prix du travail / A volume d'emploi initial	Augmentation de 25% du prix du travail / A volume d'emploi initial	Augmentation différenciée permettant de "rattraper" la rémunération correspondant au diplôme attendu
Petite enfance	1	2,5	3,5
Personnes âgées	2,1	5,3	13,9
Santé	3,1	7,7	5,1
Action sociale	1,2	3,1	2,1
Education primaire	4,2	10,4	10,1
Ensemble	11,6	29,1	34,8
En % du PIB	0,48%	1,20%	1,43%
Coût du CICE ou autre chose ???			

# 3. De combien d'emplois avons-nous besoin ? Méthodo

Département	N Emplois	Pop 0-4 ans	Enfants par professionnels	Alignement sur le 1 <sup>er</sup> Quartile	Alignement sur le 2 <sup>nd</sup> départ.	Alignement sur le 1 <sup>er</sup> Quartile	Alignement sur le 2 <sup>nd</sup> départ.
1 – Ain	5 412	39 674	7,3	5 845	7 538	433	2 126
2 – Aisne	4 449	31 115	7,0	4 584	5 912	135	1 463
3 – Allier	2 203	15 413	7,0	2 271	2 928	68	726
6 – Alpes Maritimes	5 747	54 297	9,4	7 999	10 317	2 252	4 569
...							
69 – Rhône	17 444	118 873	6,8	17 513	22 586	69	5 142
75- Paris	29 946	105 224	3,5	15 502	19 992	--	--
92- Hauts de Seine	20 668	106 733	5,2	15 724	20 279	--	--
13 – Bouches du Rhône	11 412	117 056	10,3	17 245	22 241	5 833	10 829
93 – Seine Saint Denis	9 704	130 346	13,4	19 203	24 766	9 499	15 062
<b>Total</b>	<b>490 774</b>	<b>3 679 842</b>	<b>7,5</b>	<b>542 118</b>	<b>699 170</b>	<b>75 827</b>	<b>218 349</b>

Source : DADS, Insee.

# 3. De combien d'emplois avons-nous besoin ?

Réduire les inégalités territoriales et améliorer l'accessibilité aux services du lien et du soin nécessite des recrutements importants :

- près de 300 000 emplois sont nécessaires pour faire face aux inégalités les plus criantes
- mais ce sont plus d'un million de postes qui seraient nécessaires pour envisager, dans toute la France, un niveau de service de qualité.

Atteindre un même taux d'emplois dans ces services que la Suède porterait même les besoins à plus de 1,7 millions de postes.

Champ (En milliers)	Emplois actuels	Création scénario bas	Création scénario haut
Petite Enfance	490	75	218
Perte d'autonomie	967	48	222
Action sociale	194	41	154
Santé	840	96	540
Education primaire	493	30	127
<b>Ensemble</b>	<b>2 987</b>	<b>293</b>	<b>1 264</b>
% de hausse		+ 10%	+42%

# 4. Là-aussi un investissement conséquent est nécessaire

Un investissement supplémentaire minimal d'environ 10 milliards d'euros mais qui atteint près de 60 milliards pour répondre aux besoins réels.

Quel partage entre dépenses privées (via les bénéficiaires de ces services) et investissement public ? Aujourd'hui environ 88% passent par les dépenses publiques.

Au total développement des services et amélioration de la qualité des emplois impliquent un investissement public d'environ 80 milliards d'euros soit 3,3% du PIB (2% pour la création d'1,3 millions d'emplois et 1,3% pour la revalorisation des métiers). A comparer avec les 90 milliards d'exonération et exemption de cotisations sociales

(chiffres 2019, cour des comptes  
<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/50123>)

En milliards d'euros	Coût en main d'œuvre (en milliards d'euros)	Coût de production global	Coût Brut pour les finances publiques
Petite Enfance	[1,5 – 4,5]	[1,65 – 6]	[1,25 – 4,5]
Perte d'autonomie	[1,3 – 6]	[1,3 – 8,4]	[1 – 6,3]
Action sociale	[1,6 – 6,1]	[1,6 – 7,6]	[1,6 – 7,6]
Santé	[3,5 – 19,5]	[3,5 – 29,2]	[3,1 – 26,2]
Education primaire	[1,3 – 5,3]	[1,3 – 6,7]	[1,25 – 6,6]
<b>Ensemble</b>	<b>[9,3 – 41,3]</b> <b>Soit 0,36% à 1,6% du PIB</b>	<b>[9,4 – 58]</b>	<b>[8,3 – 51,4]</b> <b>Soit de 0,32% à 1,98% du PIB</b>

## 5. Des dépenses 'brutes' qui constituent des investissements

- **L'amélioration des rémunérations génèrent des économies en matière de complément de revenu (prime d'activité) et des recettes fiscales additionnelles.**
- **Le « coût » de la création d'emploi est un « coût brut ». En prenant le RSA comme approximation des montants que la création de ces postes permet d'économiser, ce sont près de 10 milliards qui seraient à déduire.**
- **Au total, les montants d'investissement nécessaires sont assez proches de ceux simulés dans l'étude que la CSI a réalisée en 2016 : 2% d'investissement dans le secteur du soin et du lien aurait des effets d'entraînements considérables.**

## 6. Prolongements nécessaires

- préciser les effets de la revalorisation salariale sur les différents flux de revenus (aides sociales, fiscalité, etc.)
- articuler les deux types d'évaluations en appliquant les revalorisations envisagées aux emplois créés pour établir l'évaluation complète du coût du développement de l'offre de service des effets liés à la revalorisation .
- un troisième prolongement important consiste à estimer les avantages d'une production publique de ces services en analysant le coût de la concurrence et du capital.